



L'équation chiite dans la problématique du jeu des puissances régionales et internationales

1/2

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 21 octobre 2014
madaniya.info

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#),
[Politique et religion](#)

En hommage à Abdel Mohsen Saadoun (1879-1929) ancien premier ministre d'Irak sous la monarchie, durant la période du mandat britannique, qui se suicidera après avoir ratifié, sur ordre du Roi, le traité anglo-irakien, qu'il jugeait contraire aux intérêts de son pays. « Saadoun street », l'artère populeuse et commerçante de Bagdad, a été baptisée de son nom en hommage à son patriotisme.

« Les religieux chiites reçoivent une éducation beaucoup plus rigoureuse que les clercs sunnites. Ils ont une solide formation dans les sciences théologiques. Ils apprennent la logique aristotélicienne avant le Coran... « La théologie est beaucoup plus vivante dans la communauté chiite... Les Chiites sont plus théologiques, les sunnites sont légalistes. Et les chiites ont leur « histoire de passion » avec Hussein et Ali. C'est une invitation à réfléchir sur la nécessité de la justice », soutient un universitaire sunnite palestinien, Cheikh Tarif Al Khalidi (universitaire palestinien sunnite).

Une nouvelle coalition internationale a été mise sur pied pour mener une nouvelle « guerre contre le terrorisme » en Syrie et en Irak, les anciens fiefs des régimes laïcs bassistes, contre les anciens pupilles du bloc atlantiste et de son relais régional, le syndicat des pétro-monarchies du Golfe.

Cette coalition, mise sur pied le 11 septembre 2014, à la date anniversaire des raids djihadistes contre le symboles de l'hyperpuissance américaine est la 4^{me} du genre en trois décennies. Elle pose, de manière sous jacente, le problème des relations conflictuelles entre l'alliance islamo-atlantiste et les Chiites, le segment minoritaire de l'Islam.

La première armada occidentale s'est déployée au Liban, en 1982, pour superviser le dégagement de l'OLP. La deuxième s'est constituée face à l'Irak, en 1990, à la suite de l'invasion irakienne du Koweït. La troisième, toujours contre l'Irak, en 2003, dommage collatéral des raids du 11 septembre 2001. La quatrième coalition, enfin, dix ans plus tard, en 2014, pour une nouvelle guerre contre les excroissances djihadistes de l'alliance entre le bloc Atlantique et les pétro-monarchies sunnites.

I. LA THÉMATIQUE DU MARTYR ET LE POSTULAT INHÉRENT DE LA « DÉFENSE DES OPPRIMÉS »

Une analyse sommaire tendrait à attribuer au martyr d'Hussein la dynamique sinon vindicative, à tout le moins revendicative, en tout cas contestataire, du chiisme. Au-delà de cette approche rudimentaire, l'assassinat du petit-fils du prophète constitue un sacrilège

absolu à nul autre pareil dans toute autre religion monothéiste. Au-delà aussi de sa faculté mobilisatrice, le « martyr d'Hussein » demeure l'acte fondateur d'un schisme porteur d'une dynamique centripète du Monde musulman, dont les conséquences se répercutent encore de nos jours. Plutôt que de s'appliquer à purger ce passif par son dépassement, la guerre des religions est entretenue, au mépris des enseignements des guerres de religion de l'Europe médiévale (Catholiques/protestants en France et en Irlande, Catholiques/Orthodoxes en Orient) pour des raisons de pérennité idéologique et de survie dynastique.

Les prescriptions coraniques enjoignant l'unité des croyants sont nombreuses : « Cramponnez vous à la corde de Dieu et ne vous dispersez pas »/ « Ne distinguez pas entre un Perse et un Arabe que par la piété ». Elles paraissent de peu de poids face aux conflits de puissance. Depuis la fondation de l'Islam, quatre califats se sont succédés à la tête du Monde musulman : califat Omeyyade de Damas (exilé à Cordoue) ; califat Abbasside de Bagdad ; califat Fatimide du Caire, chiite, est il besoin de le rappeler, comme l'Université Al Azhar l'est aussi ; Enfin, califat Ottoman.

Durant les trois premiers siècles de la conquête (VII au Xme), 39 califes se sont succédés à la direction du Monde musulman. Quatre Rachidoune, 14 omeyyades et 21 abbassides ont gouverné durant 308 ans, soit une durée moyenne de règne de 7,9 ans. Treize des 39 califes ont péri de mort violente. C'est dire l'âpreté de la lutte.

La défense des opprimés ne relève toutefois pas exclusivement de l'imaginaire chiite, mais d'un vécu bien réel. Ainsi le statut de minoritaire du chiite tant dans le Monde arabe que dans le Monde musulman est un fait prégnant des rapports entre gouvernants et gouvernés. Un fait indubitable sous tendant un vecteur revendicatif, non du fait de l'imaginaire chiite que des analystes en mal de formule choc attribuent à sa nature tourmentée, mais généré par une situation de sujétion, qu'il importe de prendre en considération dans tout développement de la notion de « défense des opprimés ».

Les chiites ont ainsi été la communauté la plus méprisée et la plus maltraitée au Liban. Longtemps désignés du terme « Moutawlé », ils étaient les véritables « déshérités » du Liban tant au niveau des investissements des pouvoirs publics sur le plan des infrastructures des zones chiites, que dans leur positionnement au sein de la fonction publique étatique libanaise. À la décharge des autres communautés libanaises, il conviendrait d'admettre que ce fait était partiellement imputable au leadership chiite féodal et narcotrafiquant, de surcroît discrédité par ses alliances contre nature avec les milices chrétiennes durant la guerre civile libanaise, le clan Sabri Hamadé-Kamel Al-Assad, lequel monopolisera le pouvoir chiite dans le quart de siècle qui a suivi l'indépendance, que le Hezbollah dégagera de la scène à son avènement, dans la décennie 1980.

Dans le Monde arabe, quand bien même les Chiites étaient majoritaires en Irak et au Bahreïn, le pouvoir a été détenu par les Sunnites en ce que le pouvoir colonial britannique a préféré confier le pouvoir au courant majoritaire de l'Islam, en contradiction avec les règles de la démocratie démographique. En Irak, par la dynastie hachémite (Faysal II), puis le Baas avec Saddam Hussein. A Bahreïn, par la dynastie Al Khalifa. Les chiites ont pris le pouvoir à Bagdad, non de leur fait, mais par effet d'aubaine de l'invasion américaine de l'Irak qui a sapé les fondements sunnites du pouvoir Baasiste. En Arabie saoudite, ils ne sont pas considérés comme des citoyens de plein droit et de plein exercice. Leur accès aux grades supérieurs de l'armée, de même qu'au sein de la très haute administration et aux postes de direction des grands services publics leur est refusé. Un fait discriminatoire, contraire à la fonction universelle du Royaume, terre de la prophétie musulmane.

II. LE POSITIONNEMENT GÉOSTRATÉGIQUE DU DÉPLOIEMENT DÉMOGRAPHIQUE CHIITE

A - Le chiisme dans le Monde

Les Chiites représentent près de 15 pour cent de l'ensemble de la population musulmane, soit près de 200 millions de personnes, soit presque autant que la seule Indonésie, répartis dans quatorze pays, dont quatre où ses adeptes sont majoritaires : Iran (90% religion d'État), Azerbaïdjan (85%), Irak (64%), Bahreïn (75%) et dix pays dans lesquels les chiites sont minoritaires : Yémen (45%), Turquie (20%), Syrie (15%), Koweït (20%), Émirats Arabes Unis (13%), Afghanistan (20%), Qatar (5%), Égypte (1%), Arabie saoudite (5%), Pakistan (20%).

Minoritaire, certes, mais de par son déploiement géographique et démographique, il constitue une minorité stratégique qui explique la focalisation israélo-américaine. Le chiisme contrôle, en effet, par l'Iran la totalité d'une des deux rives du Golfe arabo-persique, la veine jugulaire du système énergétique internationale. De par son déploiement démographique, la branche rivale du sunnisme est présente dans toutes les zones pétrolifères du Moyen-Orient : Dans la région orientale du Royaume saoudien (Dhahran), dans le sud de l'Irak (Bassora) et le Nord du Koweït. Dernier et non le moindre des éléments : les Chiites sont en outre massivement déployés au Sud Liban, l'ultime zone de confrontation avec Israël, avec l'enclave palestinienne de Gaza, ainsi qu'en Afrique occidentale.

B - Son déploiement géostratégique sous l'effet du pouvoir colonial

La politique ségrégationniste de la France coloniale affectant à l'Afrique le trop plein chiite du Liban pour favoriser un duumvirat maronite-sunnite sur le Liban a donné de surcroît du relief à cette communauté et une profondeur stratégique, au-delà des océans, au-delà de toute attente.

En un curieux retournement de situation, le fief chiite constitué en Afrique, dans le pré carré français, ne résulte pas, là aussi, d'une décision souveraine d'une communauté encore moins d'un État dans une politique de grignotage, mais de l'effet conjugué d'un machiavélisme colonial et de contraintes économiques d'une population déshéritée, en déshérence à l'époque. À cela s'ajoute la politique de dépeuplement de la région frontalière israélo-libanaise pratiquée par Israël par le pilonnage quasi quotidien du secteur en vue d'en faire un no-man's land stratégique. Enfin le glacis pétro-monarchique.

Au-delà des clichés éculés et des effets de propagande, un fait demeure, incontestable. Si les pétro-monarchies ont été une source d'enrichissement de leurs coreligionnaires sunnites arabes, particulièrement la confrérie des Frères Musulmans, l'Afrique et dans un degré moindre l'Amérique latine, auront été celle des Chiites, une communauté généralement perçue par l'opinion occidentale comme hostile aux intérêts du camp atlantiste, contrairement aux sunnites, en dépit des coups de butoir répétitifs d'Al Qaïda. Observée sinon avec condescendance à tout le moins avec une bienveillance paternaliste du temps où le Chah d'Iran présidait aux destinées de l'Iran, elle sera perçue avec suspicion sous le régime de la République Islamique.

Le passage de l'immigré libanais en Afrique du statut de supplétif des rouages du pouvoir colonial à celui de concurrent des entreprises occidentales dans l'Afrique post-indépendance, l'établissement de surcroît d'un partenariat entre les Libanais chiites avec les élites nationales africaines, notamment par le financement des campagnes électorales

des décideurs politiques va exacerber les antagonismes sociaux, particulièrement à l'égard des Chiites, d'autant plus vivement qu'ils sous-tendent des objectifs économiques. L'assassinat de Laurent Désiré Kabila, en janvier 2001, passe ainsi pour avoir été financé par des libanais furieux que le président congolais ait confié à la société israélienne IDI, le monopole de l'achat des diamants.

Par effet d'aubaine des erreurs de la stratégie israélo-occidentale, la militarisation des chiites libanais dans la foulée de la liquidation de leur chef charismatique, l'Imam Moussa Sadr, en 1978, en Libye, et du démantèlement du sanctuaire de l'OLP au Liban (1982), feront de cette communauté, jadis la plus méprisée du Liban, par l'effet magique de ses exploits guerriers contre Israël (2000, 2006), l'équation incontournable du Moyen-Orient. Sa nouvelle puissance économique sera alors perçue comme une source nuisance, une évolution amplifiée par l'exacerbation des antagonismes interconfessionnels au Moyen Orient, sur fond de bras de fer entre l'Iran et les Occidentaux à propos du nucléaire iranien et de guerre régionale sunnites chiites attisée par la dynastie wahhabite.

Sa mutation sociologique modifiera la perception de son rôle, selon le processus classique de « la fabrication de l'ennemi ». <http://www.diploweb.com/La-fabrication-de-l-ennemi-ou.html> (1)

Le basculement de l'Iran, l'ancien super gendarme américain dans le Golfe, dans le camp hostile au camp atlantiste sous l'égide de l'Imam Ruhollah Khomeiny (1979) et son rapprochement stratégique avec les pays latino-américains, contestataires de l'ordre américain (Cuba, Venezuela, Bolivie, Brésil, Chili) a achevé de criminaliser tant l'Iran que le Hezbollah que les Chiites d'une manière potentielle. La diaspora libanaise, atout pour le Liban, devient un traquenard tant pour les libanais que pour le pays d'origine. Les pays d'accueil, principalement l'Afrique et l'Amérique latine, deviennent le terrain privilégié de la guerre souterraine planétaire entre Israël et le Hezbollah. Les exemples abondent d'articles de la presse locale et internationale mentionnant « Le trésor des Libanais-Africains », son « opacité du fait de la déliquescence de l'administration fiscale nationale, de la fluidité du système bancaire et des innombrables tuyaux du circuit de blanchiment de l'ancienne « Suisse du Moyen-Orient » ».

III. L'IMAGINAIRE ET SON CARBURANT

L'imaginaire se nourrit des privations et des frustrations. Dans le cas d'espèce, l'agresseur à l'époque contemporaine a été le sunnite. Les années 1978 1979 constituent à cet égard des années charnières.

1978 – La première fois, au Liban, avec l'assassinat de l'Imam Moussa Sadr, chef spirituel de la communauté chiite libanaise et artisan de son redressement, par le Colonel Mouammar Kadhafi de Libye en 1978, en pleine guerre civile libanaise alors que les chiites constituaient le gros des troupes de la coalition palestinienne progressiste. Pur acte gratuit s'il en est. Auparavant, il n'existait pas une spécificité politique chiite propre. Les chiites constituaient le gros des troupes des Baasistes ou des Nassériens.

1979 – La deuxième fois, un an après, en Irak : avec la guerre lancée par Saddam Hussein contre l'Iran Khomeiniste alors que l'irakien avait hébergé l'Ayatollah Ruhollah Khomeiny pendant quinze ans dans le sanctuaire chiite de Nadjaf.

Saddam Hussein y perdra ainsi le bénéfice de l'hospitalité accordée au guide de la révolution islamique, le tombeur de son ennemi déclaré, le chah d'Iran. Une guerre anti

iranienne doublée, de surcroît, de l'assassinat des deux grands chefs religieux chiites de la famille Baqr al Hakim, dont Mouqtada Sadr en est l'héritier spirituel et politique, frappé de ce fait d'un double sceau de légitimité : La légitimité du martyrologue et la légitimité politique tirée de son opposition à un tyran (Saddam), en même temps qu'aux envahisseurs de son pays (les États Unis).

Rétrospectivement, il n'est pas indifférent de noter que tant Mouammar Al-Kadhafi que Saddam Hussein ont été éliminés par des interventions du camp atlantiste. Au vu de cette double et tragique expérience, il est à espérer que les dirigeants arabes intégreront dans leur schéma mental qu'un certificat de bonne conduite américaine ne vaut jamais garantie de survie et que la sécurité du Monde arabe n'est pas réductible à la sécurité du ravitaillement énergétique des États Unis, encore moins à la sanctuarisation d'Israël.

L'élimination subliminale de la dynastie chiite des Bhutto au Pakistan

Le panorama serait moins incomplet avec la mention de l'élimination subliminale au Pakistan de la dynastie politique chiite des Bhutto, Zulficar Ali Bhutto et sa fille Benazir, deux des rares civils à avoir dirigé le gouvernement de l'unique puissance nucléaire d'un pays musulman qui plus est sunnite ; un pays qui fut par ailleurs le refuge d'Oussama Ben Laden, le fondateur d'Al Qaida. Deux farouches nationalistes certes, mais des chiites. Circonstance aggravante pour Zulficar, le fait d'avoir épousé une iranienne, la Béguin Nusrat, et pour Benazir, d'avoir eu pour interface Peter Galbraith, le sous-traitant pour l'Asie de la CIA, le concepteur de la théorie du « combat des chiens » (la théorie de la dissension sociale) et fils de l'économiste James Kenneth Galbraith, insupportables tares pour ce fief du wahhabisme en Asie.

Sous couvert de lutte entre civils et militaires, de lutte contre la corruption et pour l'avènement de la démocratie, il était en effet difficile à un pays gagné par le rigorisme religieux de tolérer la présence d'un chiite à la tête de l'unique puissance militaire nucléaire musulmane, en charge pendant trois décennies de la protection de l'espace aérien saoudien. Un risque intolérable en ce qu'il portait également sur la fiabilité de la coopération souterraine nucléaire entre le Pakistan et les pays musulmans sunnites (Arabie Saoudite, Égypte, Libye) et les suspicions inhérentes que pouvait générer la présence d'un renégat (takfiriste) à la tête d'un état, qui constitue tout à la fois la base arrière des Talibans et le champ d'expérimentation du djihadisme erratique sous égide saoudienne.

Au-delà de la caste militaire, l'Arabie saoudite dispose au Pakistan d'un homme lige, Nawaz Charif, rival de la famille Bhutto, qui assume une fonction identique au clan Hariri au Liban. C'est d'ailleurs Rafic Hariri, l'ancien premier ministre assassiné, qui a servi de caution à l'arrangement conclu entre Nawaz Charif et les militaires à son éviction du pouvoir et l'héritier Saad Hariri, qui remplira la même fonction pour son retour d'exil au Pakistan. Le sunnite Hariri aura droit à un tribunal spécial international pour le jugement de ses assassins présumés, la chiite Bhutto, pas, quand bien même les deux victimes disposaient du même statut, d'ancien premier ministre de leur pays respectif.

IV. DE LA NOTION DE « RÉVOLUTION ISLAMIQUE », DU « SEUIL NUCLÉAIRE » ET DE LA « DISSUASION ASYMÉTRIQUE »

A - Des dangers d'une révolution islamique en zone pétro monarchique

Les impératifs stratégiques sont des faits incontournables qu'il importe de ne jamais occulter : L'idée même de « révolution islamique », surtout lorsqu'elle est le fait d'un pays

chiite, l'Iran, porte en elle les germes de dépérissement des pétromonarchies de son environnement.

Surtout s'il s'agit d'une révolution populaire, et non d'un coup d'état militaire, surtout si cette révolution islamique est d'essence chiite, et qu'elle constitue de ce fait une menace de bouleversement révolutionnaire pour le camp sunnite ; surtout enfin si elle fonctionne selon le principe de l'élection alors que les pétromonarchies fonctionnent selon le principe de la transmission héréditaire du pouvoir.

Mohamad Morsi, en Égypte, premier président néo islamiste démocratiquement élu dans le plus grand pays arabe, en a payé le prix. Du fait même qu'il se réclame de l'idéologie islamiste, surtout sunnite, et qu'il ait été choisi par la voie de l'élection.

B - Le nucléaire iranien, l'Iran un cas d'école

L'accession de l'Iran au rang de « puissance du seuil nucléaire », en dépit d'un embargo de trente ans doublé d'une guerre de près de dix ans imposée à l'Iran par Irak interposé, a suscité l'admiration de larges fractions de l'opinion de l'hémisphère sud qui ont vu dans cet exploit technologique incontestable la preuve parfaite d'une politique d'indépendance, en ce qu'il débouche sur la possibilité pour l'Iran de se doter d'une dissuasion militaire en même temps que de maintenir son rôle de fer de lance de la révolution islamique.

Par extension pour tout pays du tiers monde, musulman ou non, de pouvoir se doter de la technologie de pointe, hors imprimatur occidentale. Dans une zone de soumission à l'ordre israélo-américain, le cas iranien est devenu de ce fait un cas d'école, une référence en la matière, et, l'Iran, depuis lors, est devenu le point de mire d'Israël, sa bête noire, dans la foulée de la destruction de l'Irak, en 2003 et de la destruction de la Syrie, dix ans plus tard. Depuis la venue au pouvoir du premier ministre israélien ultra droitier, Benyamin Netanyahu, il y a six ans, Israël a lancé trois attaques virus visant le champ informatique iranien en vue de neutraliser, sinon retarder le programme nucléaire de la République islamique. Doublée d'une campagne d'assassinats de savants iraniens, la triple campagne virale, Stuxnet, Duqu et Flame, a visé tout autant le système nucléaire iranien que le système bancaire libanais, supposé servir de plate forme de blanchiment au trésor de guerre du régime syrien et du Hezbollah libanais.

Près de trente mille ordinateurs auraient été infectés par ce virus malicieux qui recherchait dans les ordinateurs le système de supervision de la firme allemande Siemens Win-CC, en charge du contrôle des oléoducs, des plate formes pétrolières et des centrales électriques.

En pleine bataille de Syrie, à trois mois des élections présidentielles américaines, en septembre 2012, Israël a même envisagé de lancer contre l'Iran une impulsion électromagnétique (IEM), afin de paralyser l'ensemble des réseaux de transport et de communications, en vue de briser le développement de son programme nucléaire. L'impulsion devait prendre la forme d'une explosion nucléaire en haute altitude destinée à perturber le parc informatique du pays. L'explosion ne devait produire ni souffle, ni radiation au sol, mais provoquer une paralysie des communications et un tarissement du ravitaillement alimentaire, selon des indications fournies le 29 Août 2012 par Bill Gertz sur sa chronique vidéo sur le site conservateur américain « The Washington Beacon ».

En contrepoint l'Iran a réussi à détourner, en décembre 2011, un drone ultra sophistiqué américain qui surveillait les sites nucléaires iraniens, via le Baloutchistan, atténuant quelque peu les contre-performances israéliennes.

Drone furtif et secret, le RQ-170 se présente comme un butin inestimable en ce qu'il a démontré la capacité iranienne à prendre le contrôle du plus sophistiqué des drones d'observation américain, apportant la démonstration de la capacité d'électroniciens hors pairs de ses savants. En disposant désormais d'un prototype pour reproduire l'arme secrète, l'Iran paraît avoir réussi à se prémunir des attaques de ce genre d'engins, se propulsant au 2ème rang mondial dans ce secteur d'armement.

RÉFÉRENCES

1 - L'Achoura est un événement religieux qui revêt une importance particulière pour les chiites, qui y commémore le massacre de l'imam Hossein et de 72 membres de sa famille et partisans par le califat omeyyade à Kerbala en Irak. L'Achoura symbolise la lutte contre l'oppression et les injustices dans le chiisme par référence à cet événement historique. La célébration a lieu le 10e jour du mois musulman de Mouharram et le deuil se poursuit pendant 40 jours jusqu'à l'Arbaïn (quarante).

Pour se rappeler des douleurs subies par Hussein, certains pèlerins se flagellent collectivement L'Achoura est l'occasion pour les fidèles chiites d'expier les fautes de leurs ancêtres. En Irak, certains hommes se frappent le dos jusqu'au sang à l'aide de chaînes, au son des tambours et des chants religieux. Dans d'autres pays comme en Inde, ils se martèlent la poitrine. C'est à Kerbala en Irak qu'a lieu le pèlerinage principal.

La source originale de cet article est madaniya.info

Copyright © René Naba, madaniya.info, 2014

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est

consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca